

*Questions orales***LE COMMERCE INTERNATIONAL**

L'IMPORTATION DE BATEAUX DE PLAISANCE

M. Lorne Greenaway (Cariboo-Chilcotin): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Je constate, à la lecture d'une réponse à une question écrite, qu'en 1978 le Canada avait importé pour 31 millions de dollars de bateaux de plaisance et qu'en 1980, la valeur de ces importations est passée à 46 millions. Les Canadiens sont capables de fabriquer des bateaux. Pourquoi le ministre en a-t-il laissé tant importer?

L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce): Madame le Président, le député pose une question bien étonnante pour un membre d'un parti qui est censé vouloir que le secteur privé puisse exercer ses activités à l'abri de toute intervention gouvernementale. La question du député entre nettement en contradiction avec la thèse défendue par ses collègues de la première banquette.

Il faut considérer la question non seulement en termes d'importations, mais aussi d'exportations. Nous avons au Canada des entreprises très solides qui font d'excellentes affaires tant au Canada que sur les marchés étrangers, et on ne peut donc faire abstraction du chiffre des exportations. Je serai heureux d'approfondir la question et de donner une plus ample réponse au député s'il veut bien me donner les détails de la situation qui le préoccupe.

* * *

L'INDUSTRIE AÉRONAUTIQUE

LES LICENCIEMENTS À L'USINE DE LA McDONNELL-DOUGLAS

M. John McDermid (Brampton-Georgetown): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Le ministre nous a parlé aujourd'hui de tous les emplois qu'il a créés. J'aimerais donc savoir pourquoi, après les entretiens qu'il a eus avec les représentants des Travailleurs unis de l'automobile de McDonnell-Douglas, 500 employés ont été mis à pied. Le ministre a-t-il étudié leurs propositions—comme celle qui porte sur le partage du travail—et est-il disposé à donner suite à ces propositions fort valables?

L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce): Madame le Président, nous sommes justement en train d'étudier les propositions faites par les Travailleurs unis de l'automobile au sujet de la situation chez McDonnell-Douglas, notamment la recommandation qui porte sur le partage du travail. Je m'emploie actuellement avec le ministre de l'Emploi et de l'Immigration à voir s'il existe un programme fédéral sur lequel cette solution pourrait être fondée.

M. McDermid: Cela l'étonne plus que tout autre député à la Chambre. Regardez-le. Il ne vous en parlera jamais.

M. Gray: Je signale par ailleurs que notre intervention auprès de McDonnell-Douglas au sujet du CF-18 a empêché le nombre de mises à pied d'être encore plus élevé. Celles-ci étaient pourtant le résultat d'une baisse quasi générale des ventes d'aéronefs civils de McDonnell-Douglas, pour lesquels l'usine fabrique une partie des ailes. La situation nous inquiète beaucoup. Nous nous employons, de concert avec la société, à trouver d'autres genres de travaux qui pourraient s'effectuer à l'usine en question. Nous ne cherchons pas seulement à stabiliser l'emploi, mais à ramener les gens au travail.

* * *

L'ÉNERGIE

LE RÉSULTAT DES EXPLORATIONS DE DOME PETROLEUM DANS LA MER DE BEAUFORT

M. Jack Burghardt (London-Ouest): Madame le Président, je voudrais interrompre le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Hier soir, la société Dome Petroleum a déclaré que les résultats de ses explorations dans la mer de Beaufort: «confirmer sans contredit la présence de gisements de pétrole considérables». Le ministre peut-il nous dire ce qu'il pense des résultats de ces travaux d'exploration et des conséquences qu'ils pourraient avoir eu égard à l'objectif d'autosuffisance que le Canada s'est fixé pour 1990?

L'hon. Marc Lalonde (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Madame le Président, Dome Petroleum a en effet publié hier des chiffres qui sont très encourageants. Le public y a accès. D'après ces prévisions, il semble que de vastes réserves de pétrole pourraient être exploitées dans les années à venir. Je tiens à mentionner que dans nos prévisions sur notre capacité d'atteindre à l'autonomie d'ici à 1990, nous n'avions pas compté sur la découverte de gisements dans la mer de Beaufort ni au large des côtes. Par conséquent, une déclaration comme celle d'hier—et d'autres du genre qui ne manqueront pas de suivre—ne font qu'accroître notre certitude de réaliser l'autonomie énergétique du pays d'ici à 1990.

* * *

PÉTITIONS

DÉPÔT DES RAPPORTS DU GREFFIER DES PÉTITIONS

Mme le Président: J'ai l'honneur de signaler que le greffier de la Chambre a déposé sur le bureau les rapports du greffier des pétitions dans lesquels il déclare avoir examiné les pétitions présentées par des députés, le mardi 3 novembre 1981, et les avoir trouvées conformes aux exigences du Règlement quant à la forme.